

faire de la propagande politique contre moi. Je le répète, ma situation est unique car j'estime devoir faire de mon mieux pour ces mineurs. Mais en même temps, je me vois obligé de réfuter certaines prétentions de la compagnie quand elle propose la fermeture de ces mines. En outre, je dois accompagner les représentants de la compagnie et du syndicat quand ils viennent demander plus d'aide au gouvernement.

Je me trouve dans une situation encore plus embarrassante quand un dirigeant du syndicat, le vice-président, M. Steve Dolhanty,—qu'on ne fasse pas d'erreur, cette fois-ci, sur l'orthographe de ce nom,—loue le gouvernement chaque fois que des membres du gouvernement fédéral ou provincial sont présents. En fait, répondant à une critique d'un journal dirigée contre moi, à la suite d'une déclaration que j'avais faite, il espérait, a-t-il dit, que je n'avais pas exprimé la ligne de conduite du gouvernement, car le syndicat était en très bons termes avec le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. «Ils ont été très bons pour nous». Pourtant, ce même monsieur, lorsqu'il se présente devant une succursale syndicale, ne se gêne pas pour déchirer à belles dents le gouvernement provincial et le gouvernement fédéral. Il ne se gêne pas pour déclarer que les millions donnés par le gouvernement fédéral ne sont pas une solution au problème. En revanche, ce même monsieur ne se gêne pas non plus pour venir demander au gouvernement, à Ottawa, exactement la même chose, afin d'empêcher la fermeture des mines. Quelle est mon attitude? Est-ce que ces tenants du PSD croient, un seul instant, que je vais rester les bras croisés...

Une voix: C'est de l'hypocrisie!

M. MacInnis: ...et permettre qu'on continue à nous descendre ainsi? Quelqu'un vient de parler d'hypocrisie. Eh bien, si nous étions réunis ailleurs, j'emploierais des mots encore plus forts. J'ai déjà employé des mots beaucoup plus forts à l'égard de ce monsieur. Je n'ai pas l'intention de rester les bras croisés et de tolérer, alors que, de concert avec d'autres représentants de la Nouvelle-Écosse, je fais tout en mon pouvoir pour aider les mineurs de cette province. En même temps, je n'hésite pas à accompagner ces gens pour présenter au gouvernement les doléances qu'ils jugent à propos de présenter. Or, ce monsieur s'en va dire aux gens, par l'entremise des journaux ou dans des réunions, que les millions de dollars que le gouvernement fédéral donne ne sont pas la solution au problème. Pourtant, c'est précisément cela

que les représentants fédéraux de la Nouvelle-Écosse, les députés provinciaux et les dirigeants syndicaux ont demandé au gouvernement actuel, et c'est précisément ce que le gouvernement a accordé.

Je demanderais à l'honorable député d'Essex-Est et aux autres députés intéressés de se présenter devant leurs commettants et de les informer que, pour moins d'un dollar par année chacun, ils peuvent sauver les mineurs de la Nouvelle-Écosse.

M. l'Orateur: Avant de quitter le fauteuil, puis-je demander à l'honorable député s'il a fini?

M. MacInnis: Oui, monsieur l'Orateur.

(La séance, suspendue à six heures, est reprise à huit heures.)

Reprise de la séance

M. H.-J. Michaud (Kent, N.-B.): Monsieur l'Orateur, comme je suis le premier député du Nouveau-Brunswick à participer, du côté de l'opposition, au débat sur le budget, j'aimerais féliciter le ministre des Forêts (M. Flemming) de son élection à la Chambre et de sa nomination au cabinet. Les gens du Nouveau-Brunswick espèrent qu'il fera valoir à Ottawa les réclamations des provinces Maritimes avec toute l'énergie qu'il mettait à en parler dans ses anciennes fonctions.

C'est avec un certain étonnement que j'ai constaté, au cours du débat, le vif intérêt que tous les tenants du gouvernement ont manifesté à l'égard du congrès libéral tenu à Ottawa il y a quelques jours. Avant le dîner, le député de Cap-Breton-Sud (M. MacInnis) a semblé obsédé par le succès de ce rassemblement, comme tous les autres tenants du gouvernement qui ont abordé la question.

Il est manifeste que le député n'a pas lu les longs comptes rendus publiés par le *Chronicle Herald* de Halifax pendant le congrès, car il aurait été à même de constater que les provinces atlantiques ont reçu beaucoup d'attention. Il aurait appris que nous avons institué un comité spécial pour s'en occuper, et qu'on a formulé des recommandations ayant trait à la voirie, aux subventions au titre des immobilisations, à la situation de l'industrie de la houille et au canal de Chignectou.

Si le gouvernement actuel avait réalisé jusqu'ici toutes ces recommandations, la situation serait plus rose dans les Maritimes, et il n'y aurait pas tant de chômeurs. Bien entendu, nous qui siégeons de ce côté de la Chambre sommes très reconnaissants envers ceux qui font de la publicité à un congrès magnifiquement réussi, acclamé au moment